

Auteur : Ibrahim Abakar - Economiste

INTRODUCTION

Pays membre du Projet régional SWEDD, le Tchad s'est résolument engagé dans le processus d'exploitation et de valorisation du dividende démographique. Cet engagement est confirmé dans sa politique générale de Développement, le Plan National de Développement (PND 2017-2021) qui fait de la réalisation du dividende démographique un des principaux résultats attendus de son axe 4 : *création d'un cadre propice à l'épanouissement du bien-être de la population tchadienne*.

Sur le plan pratique, cet engagement s'est matérialisé par plusieurs actions dont la création de l'Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD). Celui-ci est chargé de la collecte et de l'analyse des données pour assurer un suivi et une évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques destinées à promouvoir et exploiter les bénéfices du dividende démographique.

La programmation de ces politiques exige l'évaluation de la situation du pays par rapport à la possibilité d'accélérer et d'exploiter le dividende démographique, d'où la nécessité d'établir au préalable son profil, c'est-à-dire détecter et quantifier les principaux déficits à combler.

Le profil 2016 du dividende démographique du Tchad qui fait l'objet de la présente synthèse est le deuxième après celui de 2011 publié en 2016.

CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

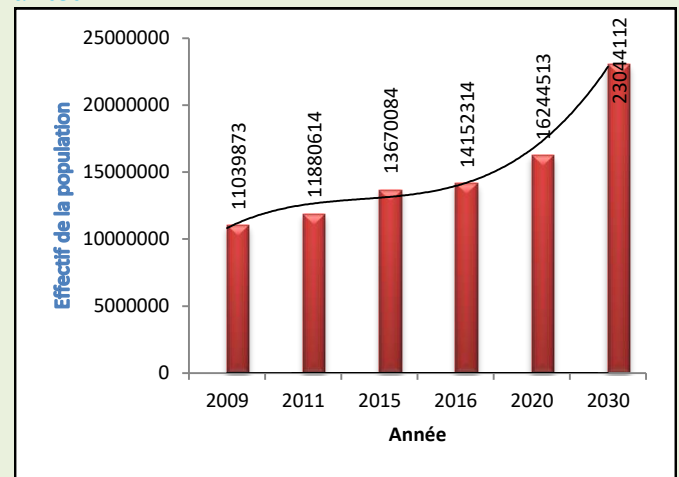
Une population à forte croissance et majoritairement jeune

Selon les résultats du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2) de 2009, la population du Tchad est estimée à 11 039 873 habitants dont les femmes représentent 50,6%. De même, les jeunes de moins de 15 ans y sont majoritaires dans la même proportion (50,6%). en 2015, L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) est estimé à 6,4 enfants par femme et l'espérance de vie à 53,0 ans.

D'après les projections de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), la population tchadienne, augmentant au rythme annuel moyen de 3,6%, atteindrait 14 152 314 en 2016 et 15 692 969 habitants en 2019. Selon ces mêmes projections, elle passerait du simple au double de 2009 à 2030

(INSEED, 2014-c). Considérant l'hypothèse moyenne, la population atteindrait 16 millions d'habitants en 2020 et 23 millions d'habitants en 2030.

Graphique 1 : Evolution de la population du Tchad de 2009 à 2030



Source : INSEED (Projections 2014)

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Une économie aux potentiels énormes mais encore dépendante du pétrole

L'évolution récente de l'activité économique reste marquée par les impacts des deux chocs exogènes dus à la chute des prix du pétrole et aux tensions sécuritaires aux frontières du pays. Après un taux de croissance moyen de 5,4 % sur la période 2011-2015, l'économie nationale a enregistré une profonde récession en 2016 (-3,4 %) et 2017 (-4,9 %) avant qu'elle ne renoue avec la croissance en 2018 (+2,4 %), performances réalisées grâce notamment à la remontée des prix de l'or noir et des consolidations budgétaires.

Des progrès sociaux significatifs réalisés mais encore distants des normes

Sur le plan social, si les niveaux atteints par les principaux indicateurs traduisent un certain nombre de progrès, il n'en demeure pas moins que des efforts soutenus sont nécessaires pour accélérer et exploiter le dividende démographique.

L'éducation

Des avancées certaines enregistrées mais insuffisantes pour l'atteinte des objectifs

En dépit de quelques avancées, les indicateurs scolaires montrent que le système éducatif tchadien, avec une population scolarisée augmentant à un rythme annuel entre 8 et 12 %, est loin d'atteindre les résultats escomptés, notamment au regard des objectifs du développement durable et de la capture du dividende démographique.

L'enseignement préscolaire, censé accueillir les enfants de 3 à 5 ans, reste embryonnaire avec 14 114 enfants (dont 6 735 filles, soit 47,71) pour une population de cet âge estimée à 1 548 573 enfants.

L'enseignement primaire se caractérise en 2016 par des taux bruts d'admission, de scolarisation et d'achèvement évalués à 105,9 %, 89,3 % et 45,5 % respectivement.

Pour ce qui est de l'enseignement moyen, en 2017, le Taux Brut d'Admission (TBA) se fixait à 27,1% (dont 19,8% pour les filles et 34,6% pour les garçons), le Taux Brut de Scolarisation (TBS) à 26,7% et le taux d'achèvement à 17,1%.

L'enseignement secondaire se caractérise en 2017 par un TBS estimé à 17,2% et un TBA de 13,4%. Les filles scolarisées au secondaire constituent 27% du nombre global.

La santé

Les investissements massifs ont permis une évolution positive d'importants indicateurs sociaux mais nombreux demeurent les défis à relever

En matière de couverture sanitaire, le système de santé tchadien totalise, en 2017, 1652 centres de santé (zones de responsabilité) dont 1334 seulement sont fonctionnels, ce qui se traduit par une charge démographique moyenne par type de service estimée à 9 517 habitants pour un centre de santé et 147 462 habitants pour un hôpital, soit un taux de couverture sanitaire théorique de 86,84%. L'accessibilité physique des formations sanitaires est exprimée par les distances moyennes parcourues par les patients pour se rendre à un centre de santé et à un hôpital et qui sont respectivement de 16 km et 62 km.

Spécifiquement, le système de santé tchadien se caractérise par :

En matière de desserte médicale :

- Le ratio habitants pour un médecin est de 24 188, soit le double de la norme de l'OMS fixée à 10 000
- Le ratio habitants pour infirmier qualifié est de 4 525 au niveau national alors que l'OMS recommande 1 infirmier pour 3 156 habitants.
- La moyenne nationale du ratio femmes en âge de procréer pour une sage-femme est 5441 et la norme OMS est 687

En matière des soins postnatals : la couverture moyenne en accouchement est estimée à 27,46%

En matière de mortalité :

- Le taux de mortalité infanto-juvénile est de 133‰
- Le ratio de mortalité maternelle est estimé à 860 décès pour 100 000 naissances vivantes.

La pauvreté

Les investissements publics réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de plusieurs stratégies de développement ont permis de réduire l'incidence de la pauvreté qui est passée de 55% en 2003 à 46,7% en 2011 (ECOSIT 2 et 3). Cette dynamique de lutte contre la pauvreté a été prolongée par l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2013-2015 dont les résultats ont été positivement appréciés. La mise en œuvre du PND 2017-2021 pourrait faire baisser encore ce niveau de pauvreté

L'emploi et le chômage

La population en âge de travailler a considérablement augmenté passant de 3 676 307 en 2003 à 5 920 776 individus en 2011, soit un accroissement annuel moyen de 6,1%. Cette population est estimée à 46,5% de la population totale. Elle est assez majoritairement constituée d'hommes. Le taux d'activité est de 61,8%.

Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) en 2011 touche 5,7% de la population active. Il se situe à 11,8% au sens élargi. Le chômage touche en général plus les hommes (6,8%) que les femmes (4,2%), sauf à N'Djamena où le taux de chômage des femmes est de 10,4% contre 8,1% chez les hommes. Le chômage est un phénomène plus urbain que rural. Il touche 7,1% de la population active dans la zone urbaine contre 5,4% dans le milieu rural. Le taux de sous-emploi global est de 40,8% au niveau national et il est plus élevé en milieu rural (42,0%) qu'en milieu urbain (35,1%).

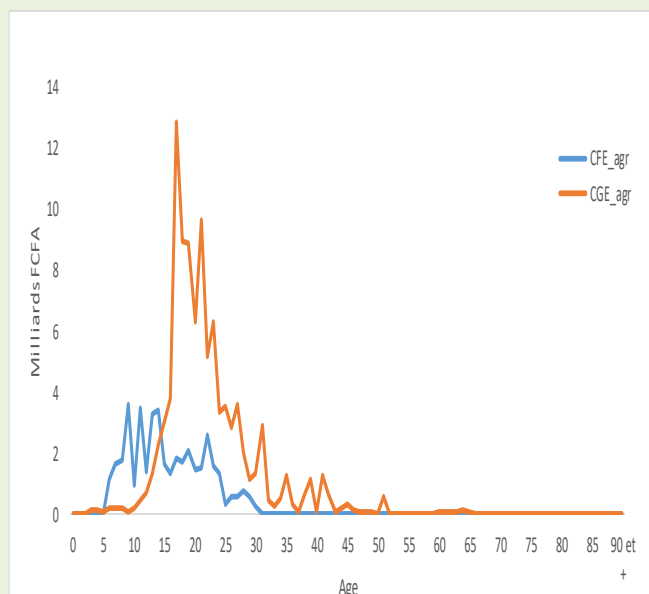
PROFILS DE CONSOMMATION

Dépenses de consommations toujours fondamentalement à la charge des ménages

Selon la méthode générale des NTA, la consommation comprend la consommation publique et la consommation privée qui sont subdivisées en consommation d'éducation, de santé et autres consommations.

En matière de consommation d'éducation, les dépenses totales s'élèvent à 188,8 milliards de FCFA (2,7% de la consommation totale) dont 40,25 milliards au titre de dépenses privées. Autrement dit, au niveau agrégé, les ménages prennent en charge 30% de la consommation totale d'éducation. Ce financement privé de l'éducation se concentre sur la tranche d'âge 6-14 ans, c'est-à-dire dans l'enseignement primaire et moyen.

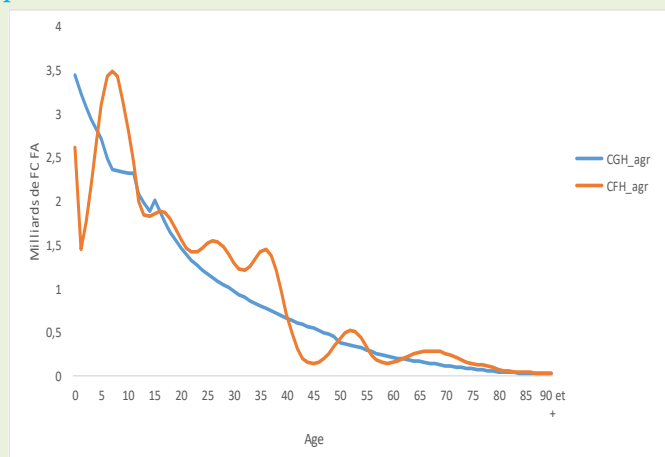
Graphique 2 : Profils agrégés de consommation publique et privée d'éducation



CFE_agr : Profil agrégé de consommation privée d'éducation ; CGE_agr : Profil agrégé de consommation publique d'éducation Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016)

En matière de santé, déterminée à 164,3 milliards de FCFA (3,1% de la consommation totale), la consommation est financée en 2016 à hauteur de 48% et 52% par l'Etat et les ménages respectivement.

Graphique 3 : Profils agrégés de consommation publique et privée de santé



CGH_agr : Profil agrégé de consommation publique de santé ; CFH_agr : Profil agrégé de consommation privée de santé Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016)

Le graphique 3 permet de constater que les ménages dépensent énormément pour les soins de santé des individus de 0-6 ans alors que l'Etat continue à concentrer plus ses efforts pour la santé des enfants et de la jeunesse (lutte contre la mortalité infantile et juvéno-infantile) et des femmes en âge de procréation au détriment des personnes âgées qui, au Tchad, ne font pas toujours l'objet d'une grande protection sociale.

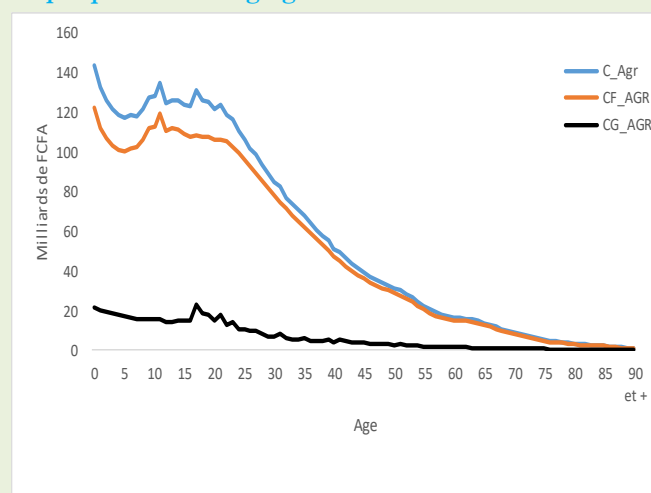
Les dépenses de consommation hors santé et éducation sont, pour l'essentiel, naturellement à la charge des ménages.

Au niveau national, le total des autres consommations se fixe, en 2016, à 4 861 milliards de FCFA (contre 4230 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse d'environ 15%). Le budget général de l'Etat ayant chuté de 1 263,7 milliards de FCFA en 2011 à 922,27 milliards de FCFA en 2016, cette augmentation des autres dépenses totales est sûrement la conséquence de celle des autres dépenses des ménages.

Une consommation totale en nette progression au niveau agrégé mais en régression en moyenne

Selon le graphique 4, comme au niveau moyen, la consommation totale privée dépasse largement la consommation publique pour tous les groupes d'âge. Au niveau national, la consommation totale présente une allure épousant celle de la consommation totale privée.

Graphique 4 : Profil agrégé de la consommation totale



C_Agr : Profil agrégé de consommation totale ; CF_Agr : Profil agrégé de consommation privée ; CG_Agr : Profil agrégé de consommation publique Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016).

Les dépenses de consommation totale privée baissent de 122 milliards de FCFA à la naissance à 100 milliards pour les individus âgés de 5 ans, puis progressent pour atteindre un pic de 119 milliards à l'âge de 11 ans avant de décroître jusqu'à 0,9 milliard pour les individus âgés de 90 ans et plus.

Les dépenses de consommation totale publique, quant à elles, affichent un profil assez élevé pour les âges 0-25 ans avec un pic de 23 milliards de FCFA à 17 ans. Pour le reste du cycle de vie, elles baissent jusqu'à 110 millions de FCFA pour les 90 ans et plus. Les pouvoirs publics concentrent donc leurs dépenses en faveur de ce groupe d'âge 0-25 ans, le reste de la population n'en bénéficiant que faiblement.

PROFIL DU REVENU TRAVAIL

Revenu largement dominé par les activités informelles

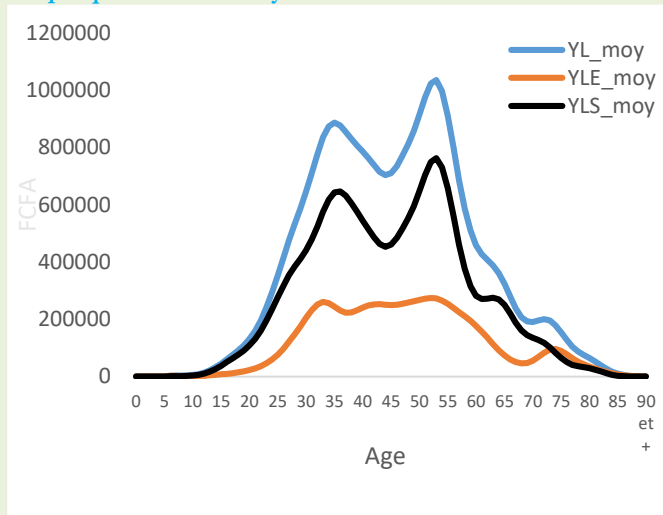
Le revenu du travail comprend deux composantes qui sont : le revenu du travail salarié et le revenu de l'auto-emploi.

Le revenu du travail salarié prend en compte le salaire, les indemnités, les cotisations sociales à la charge des employeurs, tandis que le revenu de l'auto-emploi constitue la rémunération du travail des individus travaillant à leur propre compte.

Selon le graphique 6, une part importante du revenu moyen de l'auto-emploi est générée par la tranche d'âge de 6-36 ans.

Le profil moyen du revenu de l'auto-emploi croît avec l'âge pour atteindre un niveau maximal de plus de 646 057 FCFA en 2016 à l'âge de 36 ans contre 700 000 FCFA en 2011. Une chute brutale est constatée à partir de 37 ans jusqu'à 45 ans pour remonter légèrement la pente à plus de 761 956 FCFA à l'âge de 53 ans contre 800 000 FCFA en 2011. Ces écarts par rapport à l'année 2011 sont les résultats de la crise économique et financière qui a plongé l'économie dans une récession de 2015 à 2016.

Graphique 5 : Profil moyen du revenu du travail



YL_moy : Profil moyen du revenu total du travail ; YLE_moy : Profil moyen du revenu du travail salarié ; YLS_moy : Profil moyen du revenu de l'auto-emploi
Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016)

De 54 ans et plus, on constate une tendance à la baisse de ce revenu au point de s'annuler à l'âge de 90 ans.

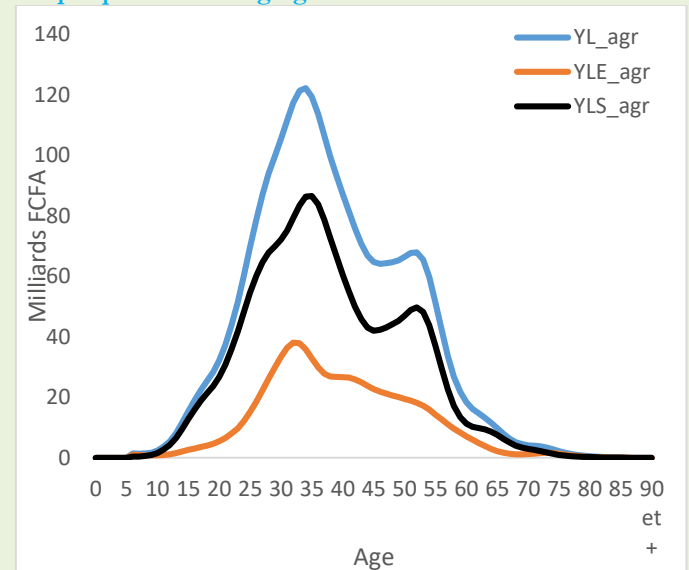
Le revenu moyen du travail salarié croît substantiellement entre 25 et 33 ans. Il baisse légèrement de 33 à 38 ans avant d'amorcer une légère

hausse pour atteindre un maximum de plus de 270 000 FCFA à 53 ans. Il chute de nouveau pour devenir quasiment nul à partir de 90 ans.

Composé essentiellement du revenu de l'auto-emploi, le revenu total moyen est supérieur à zéro à partir de 6 ans, cela signifie l'existence du travail des enfants. La lecture du graphique 6 permet de constater que son profil atteint un premier pic de plus de 870 000 FCFA à 36 ans, puis amorce une chute brutale jusqu'à 700 000 FCFA avant de remonter à plus de 1 million de FCFA. Le revenu moyen.

Au niveau agrégé, le revenu de l'auto-emploi dépasse largement le revenu du travail salarié sur presque tout le cycle. Toujours, au niveau agrégé, les individus âgés de 34 ans détiennent le revenu du travail le plus élevé durant le cycle de vie avec une valeur de 122,2 milliards de FCFA en 2016 contre 114,7 milliards de FCFA en 2011. Cela pourrait s'expliquer par la montée d'une classe d'entrepreneurs de plus en plus jeunes, la promotion des activités libérales et l'exploitation privée des fermes agro-pastorales.

Graphique 6 : Profil agrégé du revenu du travail



YL_agr : Profil agrégé du revenu total du travail ; YLE_agr : Profil agrégé du revenu du travail salarié ; YLS_agr : Profil agrégé du revenu de l'auto-emploi
Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016)

Le revenu total du travail en 2016 s'élève à 3 253,85 milliards de F CFA contre 2 994,3 milliards de F CFA en 2011, soit une augmentation de 8,6% sur cinq ans. Il est estimé à 37 milliards de F CFA dans la tranche d'âges de 6-14 ans, 3 156,7 milliards de F CFA chez les personnes de 15-64 ans contre 2 903,2 milliards de F CFA en 2011 et 60,08 milliards de F CFA chez celles de 65 ans et plus contre 60,3 milliards de F CFA en 2011.

DEFICIT DU CYCLE DE VIE

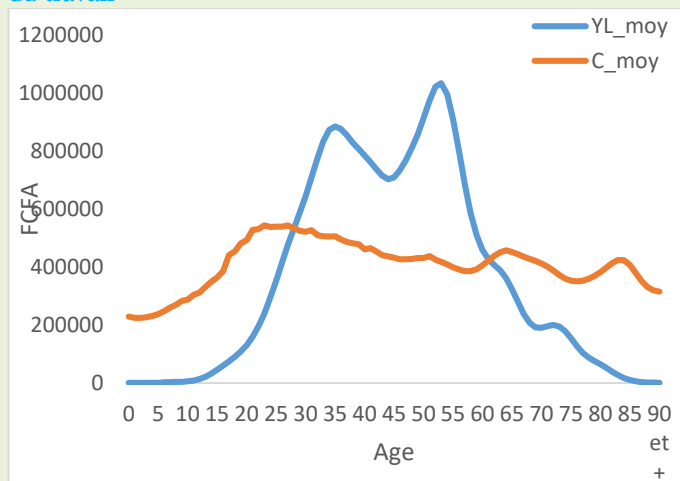
Une demande sociale en augmentation

Il est établi grâce à l'analyse des Comptes de Transferts Nationaux (NTA), en comparant la consommation et les revenus du travail, que les jeunes et les vieux ont un déficit du cycle de vie parce qu'ils produisent moins par leur travail qu'ils n'en consomment. Les adultes, à l'âge actif, ont un excédent du cycle de vie en produisant beaucoup plus par leur travail qu'ils n'en consomment. Ce surplus, consolidé par d'éventuels transferts publics, permet de financer le gap généré par les enfants et les personnes âgées.

Une jeunesse prise en charge jusqu'à l'âge de 29 ans

Au Tchad, en 2016, les individus dont l'âge se situe entre 0 et 29 ans et 62 ans (voir graphique 8) et plus n'arrivent pas à couvrir leur consommation avec le revenu de leurs efforts. En générant ainsi un gap, ces groupes d'âge sont économiquement dépendants. Au niveau moyen, le déficit du cycle de vie est de 630 000 FCFA à la naissance (0 an) contre 238 750 en 2011, 282 000 FCFA à la jeunesse (identique à celui de 2011) et 190 000 FCFA à la vieillesse. La fin de la dépendance peut être en partie expliquée par l'âge d'entrée en activité et les revenus en début d'emploi.

Graphique 7 : Profil moyen de consommation et du revenu du travail



YL_moy : Profil moyen du revenu total du travail ; C_moy : Profil moyen de consommation totale

Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016)

Les individus dont l'âge est compris entre 29 ans et 61 ans ont un niveau du revenu supérieur au niveau de consommation. En d'autres termes, au Tchad, la période où les individus génèrent leur surplus s'étale sur 33 années en 2016 contre 34 années en 2011. Le surplus moyen est estimé à 313 750 FCFA. Le surplus le plus élevé est dégagé par la tranche d'âge 53 ans.

Demande sociale : 31% du PIB à financer

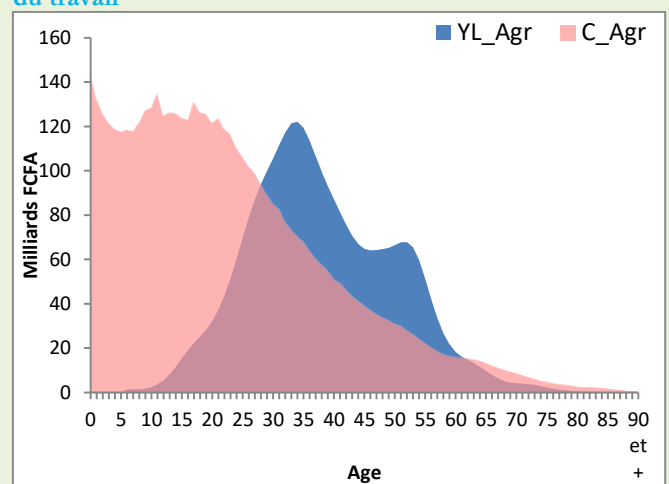
Tableau 1 : déficit global du cycle de vie en 2016

Synthèses des résultats	En milliards de FCFA	En % du PIB
Demande sociale à l'enfance (0-5 ans)	761,63	12,3
Demande sociale à la jeunesse (6-28 ans)	2048,92	33,2
Demande sociale à la vieillesse (62 ans et +)	85,3	1,4
Demande sociale totale	2895,85	47
Surplus	985,53	16
Déficit du cycle de vie	-1910,32	31,0
ICDE		0.340

Source : ONDD, Rapport du profil pays 2016

Au niveau agrégé, comme l'indique le tableau 1, en 2016, le déficit de la petite enfance de 0 à 5 ans est estimé à 761,6 milliards de F CFA soit 26,3% du déficit total, contre 696 milliards de F CFA en 2011. Celui des jeunes de 6-28 ans est estimé à 2048,9 milliards de F CFA soit 70,7% du déficit total, contre 1707 milliards de F CFA en 2011. Le déficit des personnes âgées de 62 ans et plus représente 85,3 milliards de F CFA soit un pourcentage de 2,9% du déficit total. Ainsi, les individus âgés de moins de 29 ans cumulent 97% du déficit total. Cette part importante du déficit dégagé par les jeunes est expliquée par leur poids démographique (presque 75% de la population totale).

Graphique 8 : Profils agrégés de consommation et du revenu du travail



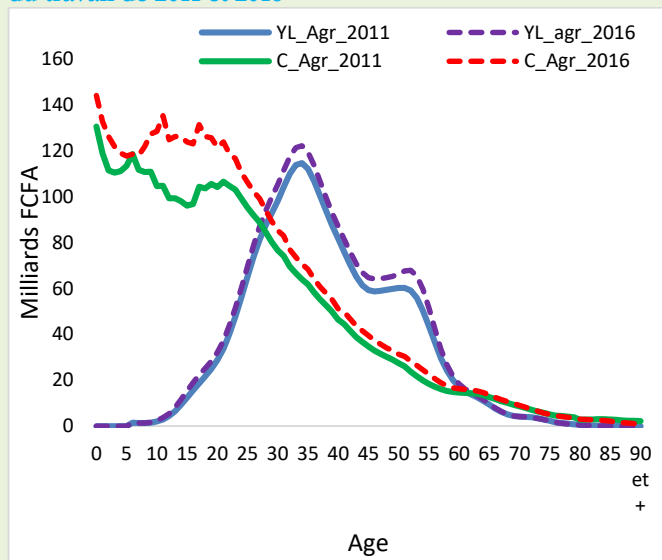
YL_agr : Profil agrégé du revenu total du travail ; C_agr : Profil agrégé de consommation totale

Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016)

Les personnes âgées de 29 à 61 ans génèrent un surplus estimé à 985,52 milliards de FCFA (16% du PIB) contre 956 milliards de F CFA (16,5% du PIB) en 2011. Il apparaît clairement que ce surplus est insuffisant pour compenser le déficit total évalué à

2895,8 milliards de F CFA. En 2016, le Tchad enregistre une demande sociale de 1910,3 milliards de FCFA que le revenu du travail n'arrive pas à combler. Ce gap est évalué à 31% du PIB de la même année.

Graphique 9 : Profils agrégés de consommation et de revenu du travail de 2011 et 2016



Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2016)

Comme le graphique 9 le montre, l'analyse des données agrégées permet de constater que la consommation totale (5164 milliards de FCAF) de 2016 est largement supérieure à celle (4528 milliards de FCFA) de 2011, soit une augmentation de 14,0% sur cinq ans. Cependant, au niveau moyen, l'effet volume de la population jouant, la consommation en 2011 est plus élevée sur tout le cycle de vie qu'en 2016. Cette situation traduit en moyenne une dégradation du bien-être du Tchadien.

S'agissant du revenu, les niveaux des revenus moyens du travail se sont moins améliorés pour toutes les générations lorsqu'on les compare aux mêmes âges sur les deux périodes. Par contre, au niveau agrégé, les niveaux des revenus du travail sont plus importants en 2016 qu'en 2011.

La lecture du graphique 9 permet également de constater que, si les profils des revenus des deux périodes sont similaires, le profil de consommation totale affiche, au niveau de la tranche d'âge 5-11 ans, un comportement en 2016 différent de celui de 2011. Ce changement pourrait se justifier par l'augmentation des dépenses des ménages dans l'enseignement primaire et la gratuité des soins publics pour les enfants.

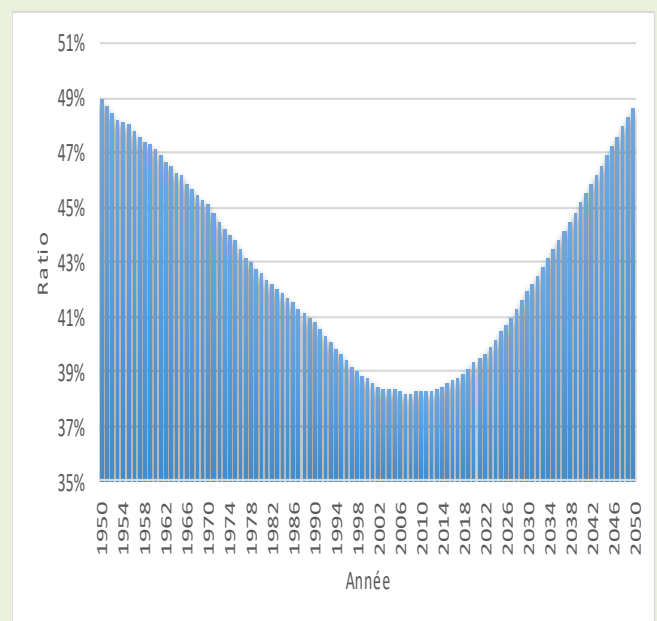
Malgré une augmentation de la consommation au niveau agrégé et aussi une augmentation du revenu à ce même niveau, l'indicateur de couverture de

dépendance économique est en diminution de 0,04 (34,0% en 2016), très loin d'atteindre la norme de 80% qui est le seuil minimal requis. Cette baisse est engendrée par une faible participation de la population active au marché du travail.

RATIO DE SOUTIEN ECONOMIQUE ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE

Le Ratio de Soutien Economique (RSE) est le rapport entre le nombre de producteurs effectifs et le nombre de consommateurs effectifs. Il mesure l'effet de la structure par âge sur la capacité de la population à contribuer à la production.

Graphique 10 : Evolution du Ratio de Soutien Economique de 1950 à 2050



Source : Administration publique et ECOSIT3 2011, calculs ONDD 2019

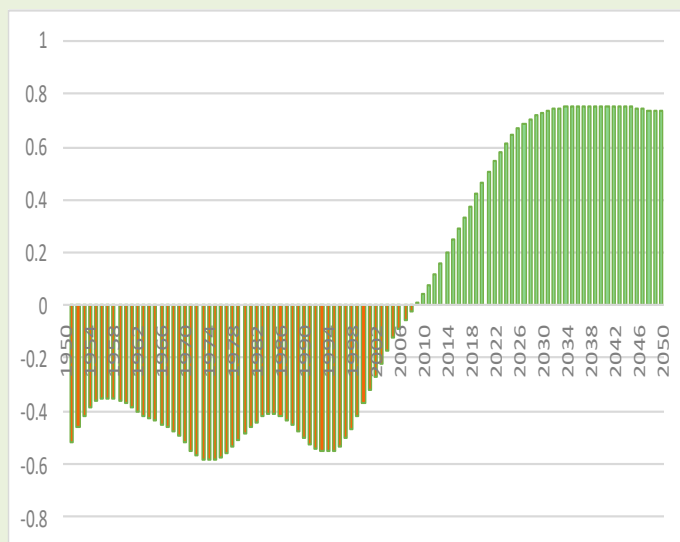
L'examen du graphique 10 montre que, à partir de 2009, le RSE commence par croître pour se fixer à 39 producteurs pour 100 consommateurs en 2016. Selon les projections, cette augmentation du ratio pourrait se poursuivre dans les années à venir et pourrait atteindre 42% en 2030 et 47% en 2050.

Le premier dividende démographique est déterminé par le taux de croissance du ratio de soutien économique. Cette période de croissance du ratio de soutien est potentiellement favorable à la croissance économique.

Le graphique 11, décrivant l'évolution du premier dividende démographique, révèle que celui-ci devient positif à partir de 2009 du fait de l'accroissement du ratio de soutien. En d'autres termes, au Tchad, la fenêtre du dividende démographique s'est donc ouverte en 2009 et se refermera après 2050. Selon les projections, l'ampleur du dividende augmente avec les

années pour atteindre un niveau maximal de 0,78 vers les années 2040. En effet, cette période est très importante dans la vie de la nation tchadienne, car c'est la période où des politiques explicites ou proactives devraient être mises en œuvre pour promouvoir, exploiter et valoriser le dividende démographique.

Graphique 11 : Evolution du premier dividende démographique, 1950-2050



Source : Administration publique et ECOSIT3 2011, calculs ONDD 2019

La méthode des NTA permet de mesurer le dividende démographique qui est l'accroissement du ratio de soutien économique. Comme vu précédemment, le ratio de soutien économique est fonction non seulement du déficit du cycle de vie, mais aussi de la structure par âge de la population. Ainsi pour cette dernière raison, le ratio est fortement influencé par les taux de fécondité.

La Division de la Population des Nations Unies établit pour chaque pays le rythme d'évolution de la fécondité en se basant sur trois scénarii :

l'hypothèse de forte fécondité (High Fertility) ;
l'hypothèse de fécondité moyenne (Medium Fertility) ;
l'hypothèse de fécondité faible (Low Fertility).

Le dividende démographique estimé pour le Tchad est projeté avec ces trois scénarii afin de voir son ampleur selon chaque scénario dans les années à venir. Ainsi, le taux de croissance du ratio de soutien pourrait atteindre en 2050 un dividende démographique de :

- 85% avec l'hypothèse d'une fécondité faible ;
- 75% si la tendance actuelle d'évolution de la fécondité est maintenue (fécondité moyenne) ;
- et 64% avec l'hypothèse d'une fécondité élevée.

De ces trois (3) hypothèses, il convient de noter que la croissance du ratio de soutien est plus importante avec une fécondité faible, et ceci quelle que soit l'année. Dans l'hypothèse d'une maîtrise de la fécondité

(hypothèse de faible fécondité), le niveau maximum du premier dividende démographique est atteint entre 2035 et 2040 (98%) alors qu'il se situe à 90% en 2030. Ces projections fournissent des indications utiles pour le gouvernement dans sa politique de planification du développement en tenant compte de l'évolution de la population et aident à identifier les opportunités optimales pour une croissance économique soutenue et durable résultant de la structure de la population.

L'évolution et l'ampleur du ratio de soutien et du dividende démographique observées interpellent plus d'une fois les décideurs politiques pour la mise en œuvre effective de politiques économiques et démographiques appropriées pour une meilleure capture du dividende démographique. En effet, la contribution économique liée à la démographie n'est pas figée mais dépendra fortement des politiques mises en œuvre afin d'optimiser le ratio de soutien et donc saisir l'opportunité du bonus démographique offerte par la structure de la population tchadienne. C'est dans cette optique que la baisse de la fécondité, l'investissement dans le capital humain, la création d'emplois et l'amélioration du revenu du travail devraient constituer les priorités des stratégies de développement du pays. Au regard des résultats issus de l'analyse du profil 2016, pour que le Tchad puisse bénéficier du dividende démographique, les investissements stratégiques dans les domaines suivants sont nécessaires :

Sur le plan du capital humain

- Accroître les investissements dans l'éducation et dans la formation professionnelle des jeunes (éducation de qualité et filières qualifiantes de courte durée) ;
- Sensibiliser et mobiliser les communautés en faveur du maintien des filles à l'école ;
- Renforcer les investissements publics en santé et en éducation ;
- Rendre effective la couverture sanitaire universelle en vue d'améliorer la protection sociale ;
- Améliorer la couverture sanitaire en rendant opérationnels les Centres de Santé (CS) et Zones de Responsabilité Sanitaire (ZRS) non fonctionnels ;
- Renforcer le corps enseignant par des recrutements et la formation afin de faire rapprocher les ratios enseignant/élèves et élèves/salle de normes acceptées.

Sur le plan économique

- Renforcer l'autonomisation économique des femmes et des filles notamment à travers leur insertion sur le marché de travail ;
 - Réorganiser le secteur informel en vue d'améliorer les conditions de travail des milliers de travailleurs et la collecte des impôts de ce secteur ;
 - Augmenter les rendements de la dépense publique par une optimisation des ressources,
- une rationalisation des dépenses et une gestion axée sur les résultats ;
 - Accélérer la finalisation et la mise en œuvre du schéma directeur de l'industrialisation et de la diversification de l'économie ;
 - Assainir davantage le climat des affaires pour attirer les investissements étrangers et faciliter la création des PME nécessaires pour la diversification de l'économie

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ONDD (2019), Rapport sur le profil du dividende démographique du Tchad

ONDD (2019), Rapport national sur le suivi des indicateurs du dividende démographique au Tchad

Swedd-Tchad (2016), rapport sur la mesure du dividende démographique du Tchad, Ministère de l'économie et de la Planification du Développement, N'djaména

CREFAT (2017), « Synthèse du Profil du Dividende démographique au Tchad », policy brief numéro 1 du Projet Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD), Août 2017, 5p.

Ministère de l'Education Nationale (2014,2015, 2016 et 2017), Annuaire statistique scolaire.

Ministère de la Santé publique (2017), Plan National de Développement Sanitaire : 2017-202

Publié par :

Observatoire National du dividende Démographique (ONDD)

Quartier Amriguebé- Avenue Djibrine Kerallah

BP : 286 N'Djaména - TCHAD

Tél. : +235 22 53 10 57

